

DEPARTEMENT DU NORD

REPUBLIQUE FRANCAISE

❖  
Arrondissement  
de VALENCIENNES



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 11 OCTOBRE 2024**

L'an Deux mil Vingt-quatre, le 11 octobre, à 19h00 le Conseil Municipal de la Commune de Quarouble étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc DELANNOY, Maire

**Date de la convocation :** 04 octobre 2024

**Étaient présents :** ALGLAVE Florence, BOURGUIN Sylvie, BRONSARD Sophie, DELANNOY Jean-Luc, DOCHEZ Philippe, DUBOIS Anne, LELIEVRE Brigitte, RENARD Delphine, PORTEMONT Anne-Sophie, TROCHUT Raymond, WANTELLET Jean-Marc

**Absents :** CLIQUET Louis,

**Absents excusés :** MARIAGE Anne-Sophie

**Excusés avec procuration :** DANGREAU Pascal, DELVALLEE Axelle, DOCHEZ Vincent, GRATTEPANCE Jérôme, LACHAUSSEE Sandrine, LIENARD Nathalie,

<b><u>Nombre de membres :</u></b>	En exercice :	<b>19</b>
	Présents :	<b>11</b>
	Excusés avec Procuration :	<b>6</b>
	Absents excusés :	<b>1</b>
	Absents :	<b>1</b>
	Votants :	<b>17</b>

**Secrétaire de séance :** BRONSARD Sophie,

**Délibération n° :** 2024/31

**OBJET :** CONVENTION RELATIVE A LA POSE DE FEUX TRICOLORES ET A LEUR ENTRETIEN ULTERIEUR.

**Monsieur le Maire expose ce qui suit :**

Dans le cadre de la sécurisation des routes à Quarouble, des feux tricolores vont être installés avec l'accord du département rue du colonel Glineur sur la RD 50A à l'intersection avec la rue des capucines.

Pour réaliser ce projet, une subvention au titre de la répartition du produit des amendes de police relatives à la circulation routière pour l'année 2023 a été sollicitée. Une dérogation a été demandé et accordée pour le démarrage anticipé des travaux.

Aussi, afin de pouvoir commencer les travaux il convient de conventionner avec le département pour la pose de feux tricolores et pour leur entretien ultérieur.

Considérant la proposition de convention du département référencée CONV 24 RD 50A QUAROUBLE FEUX (annexe 1).

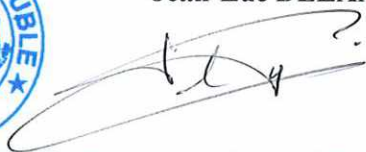
**Le Conseil Municipal ;  
Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention relative à la pose de feux tricolores et pour leur entretien ultérieur.

**La secrétaire de séance  
BRONSARD Sophie**



**Le Maire,  
Jean-Luc DELANNOY**



Certifie le caractère exécutoire de cet acte Compte tenu de sa réception en

Sous-Préfecture le

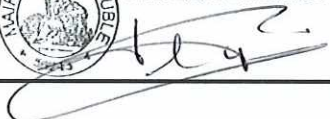
17 OCT. 2024

Sa Publication sur le site Internet de la ville le

18 OCT. 2024



Le Maire  
Jean-Luc DELANNOY



**CONV 24 RD 50A QUAROUBLE FEUX****Commune de QUAROUBLE****RD 50A du PR 6+150 au PR 6+188 dite « Rue du colonel Glineur »,****En agglomération****CONVENTION****relative à la réalisation de passages piétons et la mise en  
accessibilité des trottoirs à leur entretien ultérieur**

Entre :

Le Département du Nord, Hôtel du Département - 51 Rue Gustave Defory 59047 LILLE CEDEX, représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, agissant pour le compte de celui-ci et désigné ci-après « le Département », en application de la délibération du Conseil Général n° DGA/EPI/DVI/03-28 des 24, 25 et 26 mars 2003.

La commune de Quarouble, Mairie – Place Albert Manard – 59243 QUAROUBLE, agissant pour le compte de celle-ci et désignée ci-après « la Commune » représentée par son Maire, en application de la délibération du Conseil Municipal en date du ...

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

VU le décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Règlement de Voirie Interdépartemental 59-62 ;

VU l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Départemental n° AR-DAJAP/2023/1006 du 25 Septembre 2023 accordant délégation de signature

Il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La présente convention entre le Département et la Commune a pour objet, d'une part, de préciser les conditions d'occupation du domaine public routier départemental et, d'autre part, de définir les modalités techniques, administratives et financières.

Elle précise les obligations de la Commune en matière d'exploitation et d'entretien ainsi que les responsabilités des deux parties en présence.

#### **ARTICLE 2 : Amiante et Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (H.A.P.)**

Pour information, le Département n'a pas entrepris de travaux sur ce secteur. De ce fait, il n'y a pas eu de recherches amiante et H.A.P.

Dans ces conditions et ne prévoyant pas de travaux à court terme, le Département n'a pas prévu d'aller au-delà de cet examen bibliographique.

Le cas échéant, il est demandé à la Commune de transmettre le résultat des diagnostics réalisés au Département afin de compléter la base de données en cours de construction.

#### **ARTICLE 3 : Autorisation d'occupation et d'aménagement du domaine public routier départemental**

Le Département met à la disposition de la Commune les emprises nécessaires afin que celle-ci puisse mener à bien les aménagements envisagés sur la RD 50A du PR 6+150 au PR 6+188 dite « Rue du Colonel Glineur ». Elle accepte la mise à disposition des emprises sans réserve, dans l'état où elles se trouvent. Les aménagements qu'elle aura réalisés continueront de faire partie du domaine public routier départemental.

La Commune est autorisée à réaliser, sur les terrains mis à disposition, les travaux de voirie envisagés par la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : Maîtrise d'ouvrage et dispositions financières**

A noter que, dans le cadre d'une dérogation de démarrage anticipé des travaux, la Commune a obtenu une autorisation de commencement de travaux, par le Département, en date du 27 juin 2024.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Commune qui préfinancera la totalité de l'opération :

- Montant estimatif des travaux : **60 389,50 € HT**

**ARTICLE 5 : Dispositions techniques****5-1 : Spécifications générales**

Les travaux prendront en compte le Règlement de Voirie Interdépartemental 59-62 approuvé le 17 décembre 2014.

La Commune se rapprochera obligatoirement de l'Arrondissement Routier de Valenciennes pour l'implantation des travaux.

Elle fera son affaire des déclarations d'intention de travaux, ainsi que des différentes démarches administratives pouvant les autoriser (arrêtés de restriction de circulation notamment). A noter que, conformément au règlement de voirie, un constat de réception des travaux devra être effectué.

La conformité des travaux de la signalisation et le bon état de la voirie peuvent être contrôlés à tout moment par le gestionnaire de la voirie.

**5-2 : Spécifications techniques****5-2/1 : Signalisation temporaire des travaux**

Pendant la période des travaux, la Commune devra signaler son chantier en application des dispositions du Code de la Route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 n° EQU9201451A modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

**5-2/2 : Prescriptions techniques**

Le réaménagement de l'espace public avec mise aux normes de l'accessibilité comprend :

- la pose de 4 feux tricolores avec répéteurs et contrôleur de feux ;
- la reprise de la borduration,
- la pose de dalles podotactiles,
- la réalisation de passages-piétons PMR,
- La signalisation verticale.

**- Observations particulières**

En cas de démontage des dispositifs, une réception de remise en état du domaine public devra être effectuée.

**ARTICLE 6 : Entretien, exploitation et responsabilités**

L'exploitation des ouvrages et leur entretien ultérieur seront assurés par la Commune dès leur réalisation, dans le respect des normes édictées par le Règlement de Voirie consultable sur le site Internet du Département.

Si un tiers est en cause, il revient à la Commune de déposer plainte auprès des Forces de l'Ordre.

**6-1** : Les aménagements concernés sont :

***Éclairage public, Feux tricolores***

Dès la mise en service des feux tricolores et de l'éclairage public, l'exploitation et leur entretien ultérieur (abonnement au fournisseur d'électricité de son choix, consommations d'énergie et entretien des matériels) seront assurés par la Commune.

Elle s'engage à entretenir cet/ces équipement(s) sous son entière responsabilité en prenant toutes les mesures de sécurité nécessaires concernant :

- les incidents ou accidents sur le réseau ou l'installation
- la maintenance des installations
- le remplacement du matériel, y compris des consommables.

***Dalles podotactiles, panneaux***

La Commune s'engage à entretenir ces équipements sous son entière responsabilité en prenant toutes les mesures de sécurité nécessaires, ce qui comprend notamment la maintenance des installations.

En cas d'incident ou d'accident sur les équipements, le remplacement ou la réparation du matériel est à la charge de la Commune.

**6-2** : Pendant les périodes d'entretien, la Commune :

- doit signaler son chantier en application des dispositions du Code de la Route mentionnées à l'article 5-2/1 ;
- s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de :
  - ne pas porter atteinte à l'intégrité du domaine public routier départemental ainsi occupé ;
  - ne pas en compromettre la conservation et l'entretien dudit domaine ;
  - se conformer à l'évolution de la législation en la matière (mises aux normes ...).

**6-3** : En cas de dommages au domaine public routier départemental lors des travaux d'entretien, la Commune s'engage à :

- en assumer la responsabilité pleine et entière ;
- garantir le Département de toute indemnisation ou de toute condamnation résultant d'un défaut d'entretien des aménagements visés ci-dessus ;
- faire son affaire personnelle de tout litige ;
- souscrire toute assurance en cette matière de sorte que le Département ne soit pas recherché en responsabilité de ce fait.

**6-4** : En cas de carence de la Commune, le Département, après mise en demeure, dans un délai de 15 jours calendaires, sans délai si la sécurité des usagers est menacée, se réserve le droit de :

- remédier aux défauts d'entretien ;
- prendre les mesures d'entretien qui s'imposent, aux frais et risques de celle-ci.

**ARTICLE 7 : Modifications ultérieures**

**7-1** : Toute modification souhaitée par la Commune sur les équipements réalisés devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les travaux ne pourront démarrer qu'après la signature dudit avenant par les représentants respectifs du Département et de la Commune dûment habilités par leur organe délibérant.

**7-2** : Le Département se réserve le droit de déplacer les ouvrages décrits dans la présente convention dès lors que les travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

**ARTICLE 8 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa notification à la Commune et lui donne l'autorisation d'entreprendre des travaux, leur réalisation ne pouvant excéder une durée de vingt-quatre (24) mois. A défaut, cette convention sera frappée de caducité à l'issue de ce délai.

Elle demeure valable jusqu'à la disparition des équipements, est délivrée à titre gratuit et ne confère aucun droit réel à la Commune.

Elle peut être résiliée à tout moment, pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter, pour cette dernière, de droit à indemnité.

Les droits des tiers demeurent réservés.

**ARTICLE 9 : Litiges**

Tout litige dans l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Valenciennes, le  
Est validée la présente convention  
Pour le Président du Département du Nord  
et par délégation,  
Le Responsable de l'Arrondissement Routier  
de Valenciennes

Fait à Quarouble, le  
  
Le Maire

Jérôme ARSCHOOT

Jean-Luc DELANNOY